



Assemblée générale

Soixante-quinzième session

82^e séance plénière

Vendredi 18 juin 2021, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Bozkır (Turquie)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 184 de l'ordre du jour

Nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies

Lettre datée du 8 juin 2021, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité (A/75/912)

Projet de résolution (A/75/L.100)

Le Président (*parle en anglais*) : Les membres se souviendront qu'en 2015, l'Assemblée a établi, dans sa résolution 69/321 du 11 septembre 2015, une nouvelle procédure de sélection et de nomination de la Secrétaire générale ou du Secrétaire général, guidée par les principes de transparence et d'ouverture. Cette procédure a abouti, le 13 octobre 2016 (voir A/71/PV.27), à la nomination de M. António Guterres pour un mandat de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2021. Le mandat de M. Guterres arrivant à son terme cette année, la procédure de sélection et de nomination de la Secrétaire générale ou du Secrétaire général a été ouverte par une lettre conjointe du Président de l'Assemblée générale et de la Présidente du Conseil de sécurité datée du 5 février 2021 (A/75/780), conformément à la résolution 69/321.

Le 24 février, une lettre du Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des

Nations Unies (A/75/789), présentant la candidature du Secrétaire général en exercice, M. António Guterres, pour qu'il soit reconduit dans ses fonctions, a été reçue et distribuée conjointement aux États Membres. Aucun autre État Membre n'a présenté de candidats. Le 7 mai, toujours conformément à la résolution 69/321, l'Assemblée générale a tenu un dialogue interactif informel avec M. Guterres, au cours duquel le candidat en exercice a répondu aux questions des États Membres et d'autres parties prenantes, notamment la société civile, sur sa vision pour un deuxième mandat.

Je donne maintenant la parole à S.E.M. Sven Jürgenson, Président du Conseil de sécurité et Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui va faire rapport à l'Assemblée sur le travail mené par le Conseil concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et la recommandation formulée dans le document A/75/912.

M. Jürgenson (Estonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur, en ma qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de juin, de m'adresser à l'Assemblée générale pour lui transmettre la recommandation du Conseil de sécurité relative à la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 8789^e séance (voir S/PV.8789), tenue à huis clos le 8 juin, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2580 (2021) concernant la recommandation relative à la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La résolution se lit comme suit :

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



« Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question de la recommandation relative à la nomination du Secrétaire général,

Recommande à l'Assemblée générale de nommer M. António Guterres Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un deuxième mandat courant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026. »

Après l'adoption de cette résolution, cette information a été transmise au Président de l'Assemblée générale dans ma lettre datée du 8 juin 2021, qui figure dans le document A/75/912. Dans la lettre conjointe du Président de l'Assemblée générale et de la Présidente du Conseil de sécurité, datée du 5 février 2021 (A/75/780), le Conseil s'est engagé à achever sans délai ses travaux relatifs au processus de sélection, afin que la Secrétaire générale ou le Secrétaire général ait suffisamment de temps pour se préparer à son mandat après sa nomination par l'Assemblée. Le Conseil se félicite d'avoir atteint cet objectif en adoptant le 8 juin dernier une recommandation relative à la nomination du Secrétaire général.

Le Président de l'Assemblée générale et la Présidente du Conseil de sécurité ont reçu une lettre de la Mission permanente du Portugal, datée du 24 février (A/75/789), présentant la candidature de M. António Guterres à un deuxième mandat de Secrétaire général de l'ONU. M. Guterres était le seul candidat présenté par un État Membre de l'ONU. Des échanges informels entre M. Guterres et les membres du Conseil de sécurité ont eu lieu le 18 mai, et ceux-ci ont estimé qu'ils étaient utiles et productifs.

Le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2580 (2021) par acclamation. En conséquence, les membres du Conseil ont exprimé leur appui inconditionnel à M. António Guterres. Le Conseil estime que M. António Guterres présente les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité et qu'il est fermement attaché aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Au nom du Conseil de sécurité, je tiens à remercier le Président de son étroite coopération pendant cette procédure importante, guidé par la Charte et la résolution 69/321 de l'Assemblée et ses résolutions ultérieures sur la question. Le Conseil a abordé ce processus dans un esprit de transparence et d'ouverture. Je tiens à remercier le Président d'avoir organisé rapidement la

présente séance, après la recommandation faite à l'Assemblée générale par le Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président du Conseil de sécurité de sa déclaration, ainsi que de sa collaboration et de celle de ses prédécesseurs en ce qui concerne la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général depuis février.

L'Assemblée générale va maintenant passer à l'examen du projet de résolution A/75/L.100.

Ce projet a été élaboré en s'inspirant de la résolution 71/4 du 13 octobre 2016. Il reflète les progrès historiques réalisés en ce qui concerne la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général, qui repose sur les principes de transparence et d'ouverture, conformément à la résolution 69/321 et aux résolutions pertinentes ultérieures. Il reconnaît que, pour la première fois, la nouvelle procédure a été appliquée à un secrétaire général en exercice, y compris la tenue d'échanges interactifs informels. Le projet s'inspire également des résolutions précédentes concernant le renouvellement du mandat d'un secrétaire général et remercie M. Guterres pour les services qu'il a rendus à l'ONU durant son premier mandat.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter par acclamation le projet de résolution A/75/L.100 ?

Le projet de résolution A/75/L.100 est adopté par acclamation (résolution 75/286).

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur d'annoncer que S. E. M. António Guterres a été nommé par acclamation Secrétaire général de l'ONU pour un deuxième mandat, prenant effet le 1^{er} janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2026.

Je demande maintenant à la Cheffe du protocole d'escorter le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, dans la salle de l'Assemblée générale.

La Cheffe du protocole escorte le Secrétaire général, M. António Guterres, à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale vient de nommer par acclamation S. E. M. António Guterres Secrétaire général de l'ONU pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2026.

Je demande à M. Guterres de bien vouloir répéter après moi le serment.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je, António Guterres, m'engage solennellement à exercer en toute honnêteté, loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à m'acquitter de ces fonctions et à régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, et ce, dans le respect de la Charte des Nations Unies, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale vient de nommer S. E. M. António Guterres Secrétaire général de l'ONU pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2026. Je l'invite à présent à prononcer une déclaration.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : C'est un moment solennel. Je suis envahi par une foule d'émotions et de pensées. Je suis profondément honoré et reconnaissant de la confiance qui m'a été accordée pour occuper les fonctions de Secrétaire général de l'ONU pendant un deuxième mandat. Servir l'ONU est un immense privilège et un devoir des plus nobles. Je suis également très reconnaissant au Portugal d'avoir présenté à nouveau ma candidature. Je suis un multilatéraliste engagé, mais je suis aussi un Portugais fier. J'ai appris tout ce que je sais et je suis devenu l'homme que je suis au contact des habitants de mon pays. C'est un grand honneur pour moi d'avoir le Président du Portugal parmi nous aujourd'hui.

Je suis parfaitement conscient des immenses responsabilités qui me sont confiées à un moment aussi critique de l'histoire et même, si j'ose dire, à l'aube d'une nouvelle ère. Nous sommes véritablement à la croisée des chemins, avec des choix lourds de conséquences qui nous attendent. Les paradigmes évoluent. Les vieilles orthodoxies sont renversées. Nous écrivons notre propre histoire avec les choix que nous faisons en ce moment. Deux voies s'offrent à nous : l'effondrement et la crise perpétuelle, ou bien le progrès et la perspective d'un avenir plus vert, plus sûr et meilleur pour tous. Il y a des raisons d'être optimistes. La pandémie a révélé notre vulnérabilité commune, notre interdépendance et la nécessité absolue d'une action collective. Nous constatons partout une nouvelle dynamique en faveur d'un engagement sans équivoque à œuvrer de concert pour tracer la voie d'un avenir meilleur. Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pendant mon

deuxième mandat pour contribuer à ce scénario positif, du progrès.

(*l'orateur poursuit en français*)

Les 18 derniers mois ont été uniques dans l'histoire de l'ONU. Nous avons traversé la pandémie de maladie à coronavirus, qui continue de semer de grandes souffrances. Des millions de familles ont perdu des êtres chers. Le monde a fait face à l'une des plus grandes menaces depuis la création de l'ONU. Nous avons pu constater à quel point la pandémie a révélé les fragilités et les fissures de nos sociétés. Pour ne donner que quelques exemples frappants, il est estimé que 114 millions d'emplois ont été perdus, plus de 55 % de la population mondiale se retrouve sans aucune forme de protection sociale et, pour la première fois depuis 20 ans, la pauvreté va probablement augmenter, avec entre 119 et 124 millions de personnes tombées dans l'extrême pauvreté en 2020. Nous savons combien les femmes, en particulier, ont été affectées, et combien les pays fragiles et à faible revenu souffrent en raison des énormes inégalités de notre système international.

Le fait que nous commençons seulement maintenant à nous unir pour faire des vaccins la priorité mondiale absolue en dit long. Il est crucial de s'assurer que la sortie de crise et la reprise socioéconomique soient bien plus équitables. Ensuite, nous avons, bien sûr, tous les autres défis mondiaux, que nous ne connaissons que trop bien, comme le dérèglement climatique, la perte de la biodiversité, la pollution environnementale, les inégalités croissantes, y compris de genre, le recul des droits humains, l'absence de régulation dans le cyberspace, une fracture numérique grandissante, l'évolution de la nature des conflits, la probabilité de futures pandémies et d'autres risques mondiaux existentiels. Et dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable, notre feuille de route commune pour un monde meilleur, nous avons constaté un recul des avancées, de la réduction de la pauvreté à l'éradication de la faim, en passant par l'accès à une éducation de qualité et l'égalité de genre.

Notre plus grand défi, qui est en même temps notre plus grande opportunité, est d'utiliser cette crise pour renverser la situation, pivoter vers un monde qui tire des leçons, qui promeut une reprise juste, verte et durable et qui montre le chemin via une coopération internationale accrue et efficace pour répondre aux problèmes mondiaux. Force est de reconnaître que nous avons déjà commencé à faire certaines choses différemment depuis le début de la pandémie. Aux Nations

Unies, nous avons transféré nos opérations et notre travail en ligne sans perdre de temps, tout en continuant à soutenir les populations à travers le monde. Beaucoup d'autres ont fait de même. Nous n'aurions pas pu faire cela si la pandémie était arrivée il y a 10 ans.

Donc, en dépit de tous les aspects négatifs, il est aussi important de reconnaître les aspects positifs que nous avons connus et de bâtir sur ces derniers. Franchir cette étape demandera un effort réel pour renforcer ce qui fonctionne, et du courage pour tirer les leçons de ce qui ne fonctionne pas. Et cela nécessite que nous fassions de la prévention et de la préparation, au sens large du terme, une priorité de premier plan du système international. La vision stratégique que j'ai présentée montre en détail ce sur quoi je compte me concentrer pendant mon second mandat.

(l'orateur reprend en anglais)

Il ne fait aucun doute que les tâches qui nous attendent sont colossales, mais je suis convaincu que nous pouvons relever les défis auxquels nous sommes confrontés, et ce, pour trois raisons. Premièrement, j'ai été témoin à maintes reprises de l'incroyable dévouement des collègues de l'ONU qui travaillent sans relâche dans le monde entier, assurant la continuité en douceur des opérations dans les circonstances difficiles créées par la pandémie. Je sais que cela n'a pas été facile pour de nombreux collègues. Je voudrais tout d'abord leur rendre un hommage appuyé pour leur ardeur au travail, souvent dans des situations dangereuses ou stressantes, et loin de leurs familles et de leurs proches. Leurs sacrifices pour la cause commune sont remarquables. Je voudrais également rendre un hommage tout particulier aux membres du personnel des Nations Unies, femmes et hommes, qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Mes collègues sont en effet le plus grand atout que nous ayons, et nous devons les chérir et leur rendre hommage en leur exprimant notre profonde gratitude et nos remerciements. Nous sommes tous dans le même bateau, avec une vision et une solidarité communes.

Deuxièmement, malgré toutes les différences et les divisions, nous avons montré que nous pouvons nous rassembler pour adopter des objectifs communs et régler des problèmes communs. Ensemble, nous avons réussi à lancer un important processus de réforme des secteurs du développement, de la gestion et de la paix et la sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Grâce à ces efforts, nous sommes mieux à même de faire face à la crise actuelle. Cela étant, il est également clair que l'amélioration continue doit être la norme. Si nous

voulons être en mesure de répondre aux attentes de l'humanité, nous devons consolider les réformes actuelles, faire fond sur leurs résultats et continuer de mettre au point de nouvelles méthodes de travail. J'ai parlé d'une ONU 2.0, et il me semble clair que nous devons accélérer la transformation dans les années à venir selon les cinq axes de changement ci-après : données, analyse et communication améliorées ; innovation et transformation numérique ; prospective stratégique ; activités davantage axées sur la performance et les résultats ; et une culture de travail qui réduit les processus bureaucratiques inutiles et simplifie et favorise une culture de travail fondée sur la collaboration.

De même, nous devons œuvrer en faveur d'une Organisation des Nations Unies beaucoup plus alignée et intégrée, qui travaille sans discontinuité entre ses différents piliers, une Organisation des Nations Unies transparente et responsable, qui met plus efficacement à disposition toutes ses données remarquables, ses capacités analytiques, ses processus d'élaboration de politiques et de normes, ainsi que sa mobilisation opérationnelle, dans un esprit de créativité et d'ouverture. Je compte sur le plein appui des États Membres à cette prochaine version de l'Organisation des Nations Unies, qui est indispensable.

Troisièmement, dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), les États Membres, ayant conscience de la nécessité d'opérer un changement fondamental, m'ont chargé de leur présenter des recommandations visant à faire progresser notre programme commun et à relever les défis actuels et futurs. Et je sens en effet qu'il existe une dynamique favorable à des transformations très profondes. Mettons-là à profit ensemble. Dans un monde qui a tellement changé, les promesses, les principes et les valeurs de la Charte des Nations Unies perdurent, mais nous devons aussi travailler de concert d'une manière entièrement nouvelle pour préserver ses promesses. L'ONU est une organisation intergouvernementale qui exploite le pouvoir collectif sans pareil des États dans un monde où ils sont toujours les acteurs à qui revient publiquement la responsabilité de définir nos options stratégiques.

Toutefois, dans un monde où les leviers du changement sont entre de nombreuses mains, l'ONU, ainsi que les États et les personnes qu'elle sert, ne peuvent que bénéficier de la présence d'autres personnes à la table de négociation. La société civile, les villes, le secteur privé

et les jeunes, pour ne citer que quelques exemples, sont des voix essentielles qui doivent être entendues dans un contexte de véritable égalité des sexes. Ils ont des capacités et des idées importantes que nous devons exploiter si nous voulons ouvrir la voie à un avenir plus pacifique et plus prospère. Il s'agit essentiellement d'un processus où un nombre croissant d'acteurs divers œuvrent de concert pour faciliter l'accès aux biens publics mondiaux, avec l'ONU au centre et jouant un rôle de catalyseur et de rassembleur en faveur de plus d'innovation, d'ouverture, de coopération et de prévoyance. Il s'agit d'un processus progressif et naturel, qui réutilise et innove les anciennes structures et institutions tout en étant ouvert à de nouvelles formes de collaboration et en se les appropriant.

(l'orateur poursuit en espagnol)

En fin de compte, cette transformation est une question de solidarité et d'égalité. Il faut revitaliser la solidarité au niveau national en réinventant le contrat social et au niveau mondial grâce à un multilatéralisme plus inclusif, plus interconnecté et plus efficace. Et ces deux concepts doivent être élargis pour tenir compte des générations futures. Mon appel à l'action en faveur des droits humains restera un guide important dans ce domaine. L'égalité consiste à parvenir à mieux comprendre et à mieux gérer les biens publics mondiaux : l'ensemble croissant de préoccupations partagées dont dépend notre bien-être en tant qu'espèce humaine et auxquelles nous devons collectivement faire face grâce à de meilleurs dispositifs de gouvernance. J'espère que le rapport sur notre programme commun apportera une contribution positive à cet égard.

(l'orateur reprend en anglais)

Mais l'égalité doit commencer maintenant. Les vaccins doivent être disponibles pour tous, partout, le plus tôt possible, et nous devons créer les conditions d'un relèvement durable et inclusif aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Et il reste encore beaucoup à faire. Tout cela ne sera toutefois possible que si nous parvenons à surmonter le déficit actuel de confiance, qui a un effet corrosif sur les sociétés et entre les pays. En particulier, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour surmonter les clivages géostratégiques actuels et les rapports de force qui sont dysfonctionnels. Il y a trop d'asymétries et de paradoxes. Il faut les aborder de front.

Par ailleurs, nous devons être conscients du rôle que joue le pouvoir dans le monde d'aujourd'hui lorsqu'il

s'agit de la distribution des ressources et de la technologie. Selon une citation célèbre attribuée à Sophocle, la confiance meurt mais la méfiance fleurit. Nous avons le pouvoir de changer cette situation, de ressusciter la confiance et de combattre la méfiance. La méfiance qui règne aujourd'hui est, je l'espère, une aberration. Elle ne peut pas devenir la norme. La norme est, et restera, le fondement sur lequel la Charte des Nations Unies a été élaborée, une croyance ultime dans le multilatéralisme et dans les aspirations exprimées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les normes qui préservent la dignité humaine doivent triompher, pour notre survie et notre développement. Elles concernent la vie humaine, et ne sont pas que des mots. Fondées sur l'état de droit et ancrées dans le respect de l'humanité, elles servent de rempart contre le chaos et l'anarchie et de garde-fou aux dynamiques de pouvoir malsaines.

Je n'épargnerai aucun effort pour promouvoir la confiance entre les pays et au sein des pays, petits ou grands, et pour jeter des ponts, et j'œuvrerai sans relâche pour renforcer la confiance. Je m'efforcerai également de faire vivre l'espoir que nous pouvons changer les choses et que l'impossible peut être possible. C'est une attitude qui vise à ne jamais abandonner. Elle n'est ni idéaliste ni utopique, mais fondée sur la connaissance des grandes transformations qui ont jalonné l'histoire. En outre, elle est guidée par la conviction fondamentale que les êtres humains sont intrinsèquement bons et que de grandes victoires sont possibles, contre toute attente et au moment où l'on s'y attend le moins. Tel est l'engagement inébranlable que je prends.

S'agissant de mon rôle, tout au long de ma vie, j'ai considéré la fonction publique comme un service avant tout, et ce dans sa forme la plus originale qui consiste à servir les peuples et la planète. Je répète ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises. Je me dois d'être au service de tous les États Membres, sur un pied d'égalité, et sans être motivé par aucun autre but que les buts consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous ne pourrions relever avec succès les défis complexes d'aujourd'hui qu'en faisant montre d'humilité. Dans cette approche, le Secrétaire général ne détient pas à lui seul toutes les réponses et ne cherche pas à imposer ses vues. Il aide les États Membres et les parties prenantes à procéder aux changements nécessaires et offre ses bons offices, en travaillant sans relâche, en mettant pleinement à profit le rôle fédérateur unique de l'ONU et en œuvrant comme médiateur, arbitre bienveillant et bâtisseur de ponts et de confiance pour aider à trouver des solutions qui profitent à toutes les parties concernées.

Le Secrétaire général doit avoir chaque jour à l'esprit les responsabilités importantes liées à sa fonction, en s'inspirant de la Charte et en plaçant la dignité humaine et la paix avec la nature, y compris pour les générations futures, au cœur de notre action et de nos efforts communs. J'ai l'intention de servir avec humilité, et ce, dans le but de rétablir la confiance et d'inspirer l'espoir, comme je l'ai indiqué dans ma vision stratégique. Telle est notre mission commune. C'est dans cet esprit que je me réjouis à la perspective de poursuivre ma coopération étroite avec tous les États Membres dans les années à venir. Pour préserver la dignité humaine, nous sommes appelés à mettre à profit notre diversité et notre richesse pour imaginer des libertés plus grandes qui ne peuvent être garanties que par une action commune.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

M. António Guterres, Secrétaire général, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : Je félicite M. António Guterres d'avoir été reconduit dans ses éminentes fonctions de Secrétaire général de l'ONU. Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

En tant que plus grand diplomate et ambassadeur du monde, il a dirigé l'ONU avec sincérité et intégrité et continuera certainement sur cette lancée. Je voudrais attirer l'attention sur son action en faveur de la parité des genres à l'ONU, qui illustre parfaitement les efforts qu'il a déployés pour faire en sorte que l'Organisation soit adaptée à ses objectifs et fidèle à ses idéaux. Je manquerais à mon devoir si je ne le remerciais pas du soutien qu'il a apporté à mon bureau au cours de la présente session. Il a dirigé l'Organisation pendant une période à la fois difficile et riche de son histoire. Il a le mérite d'avoir cherché à la rapprocher des populations qu'elle sert et de leurs besoins. L'année dernière, il a lancé une conversation mondiale sur la construction d'un avenir meilleur pour tous. Il a recueilli les voix et les vues d'un large éventail de personnes sur les priorités et les obstacles futurs et le rôle de la coopération internationale. Plus de 1,5 million de personnes de tous pays et de tous horizons ont été interrogées sur leurs priorités pour l'avenir. En outre, il présentera en septembre ses recommandations sur les mesures que l'ONU doit prendre pour relever les défis actuels et futurs, que nous attendons avec intérêt.

Il est clair que son travail permet de façonner l'Organisation de sorte qu'elle soit adaptée à sa mission et capable de répondre aux besoins des peuples qu'elle sert. Parmi les nombreux autres défis mondiaux, l'un des tests décisifs auxquels notre génération fait face est certainement celui du climat. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, le monde tel que nous le connaissons cessera d'exister. Le Secrétaire général a insufflé une ambition climatique au sein du système des Nations Unies. Il a écouté les peuples du monde qui appellent à une action urgente. Il a encouragé les États Membres à œuvrer de concert en mettant à profit le système multilatéral pour prendre des mesures collectives afin de lutter contre cette menace commune. Je me félicite des progrès accomplis jusqu'à présent et l'exhorte à maintenir cette dynamique. Le succès du système multilatéral dépend de notre action dans ce domaine.

Lorsque le Secrétaire général a exposé sa vision stratégique pour son deuxième mandat, le relèvement après la pandémie figurait à juste titre en tête de liste. Les États Membres nous ont adressé un message clair pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée. Dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), ils ont réaffirmé que le multilatéralisme était une nécessité, alors que nous essayons de reconstruire en mieux pour faire advenir un monde plus égal, plus résilient et plus durable. Ces efforts ne font que commencer. Alors que le monde amorce son relèvement, je ne doute pas que le Secrétaire général veillera à ce que l'ONU soit à même de promouvoir les échanges et la collaboration en vue de renforcer nos maillons les plus faibles et de ne laisser personne de côté. Lorsque la pandémie a frappé, il a veillé à ce que l'ONU continue de répondre aux besoins des peuples qu'elle sert, malgré les problèmes supplémentaires, en donnant l'exemple au personnel de l'ONU dans le monde entier. Même si nous avons tous été touchés par la pandémie, ce sont les plus vulnérables qui ont été le plus durement touchés. Les efforts qu'il déploie pour que la dignité humaine soit au cœur de notre action sont aujourd'hui plus essentiels que jamais. La dignité doit être au cœur des efforts que nous déployons pour parvenir au développement durable, à la paix et à la sécurité.

Alors que l'interdépendance entre les peuples et les pays ne cesse d'augmenter, le besoin d'un système multilatéral adapté à sa mission se fait de plus en plus sentir. Je me félicite du ferme appui de tous les États Membres à la reconduction du Secrétaire général dans ses fonctions, et j'exhorte tous les États Membres à

continuer de lui donner les moyens de diriger l'Organisation de manière à répondre aux besoins des peuples que nous servons. Je renouvelle mes félicitations au Secrétaire général et je me fais une joie de travailler avec lui jusqu'à la fin de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale.

Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Érythrée, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Afrique.

M^{me} Tesfamariam (Érythrée) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Afrique en cette occasion importante, la reconduction de M. António Guterres dans ses fonctions de Secrétaire général de l'ONU. Le Groupe des États d'Afrique adresse ses sincères félicitations à M. António Guterres pour sa détermination et son engagement à continuer de diriger l'ONU en vue de l'accomplissement de ses mandats en faveur de la paix et du développement des peuples du monde, plus particulièrement en ces temps difficiles marqués par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Le Groupe des États d'Afrique se félicite tout particulièrement de l'engagement de l'ONU, sous la direction du Secrétaire général, à travailler en étroite collaboration avec les pays africains en vue du déploiement des vaccins par l'entremise du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Les inégalités et l'injustice qui caractérisent la distribution des vaccins dans le monde sont inacceptables. La distribution juste et équitable des vaccins, qui donne la priorité aux personnes plutôt qu'au profit, est le seul moyen de mettre fin à cette pandémie. Nous félicitons le Secrétaire général d'avoir exprimé son ferme appui à la levée des brevets et au transfert de technologies pour les vaccins contre la COVID-19. Nous appelons l'ONU à redoubler d'efforts pour atténuer les retombées socio-économiques de la pandémie en favorisant l'allègement de la dette des pays africains, en augmentant les liquidités au moyen d'une nouvelle allocation des droits de tirage spéciaux et d'une redistribution des droits inutilisés, ainsi qu'en accroissant les ressources fournies par les institutions financières internationales aux pays en développement, notamment l'Afrique.

S'agissant des changements climatiques, l'Afrique continue de payer un lourd tribut malgré sa contribution limitée aux émissions mondiales. Nous saluons donc l'engagement dont le Secrétaire général a fait preuve en appelant les donateurs à augmenter la part allouée à l'adaptation et à la résilience pour atteindre

au moins 50 % du financement de l'action climatique. Toutefois, nous demandons instamment que ces fonds soient facilement accessibles et qu'ils soient acheminés vers notre continent afin de répondre aux besoins ciblés et aux impacts prévus.

Considérant que le Secrétaire général a réalisé des progrès considérables dans le renforcement du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine, nous l'exhortons à consacrer son mandat à travailler avec l'Union africaine pour aligner le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous appelons à davantage de coopération et de collaboration avec l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux afin de promouvoir la paix et le développement durable sur notre continent.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour son appui au Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique. À cet égard, nous notons qu'un appui accru est nécessaire pour permettre au Bureau de la Conseillère spéciale de promouvoir et de coordonner efficacement la fourniture d'un soutien efficace et durable aux efforts de transformation de l'Afrique en faveur d'un développement durable et inclusif. Nous saluons également la volonté du Secrétaire général de rendre le Secrétariat plus diversifié et plus représentatif, et nous l'encourageons à poursuivre ses efforts visant à augmenter le pourcentage d'Africains occupant des postes de direction et autres.

Nous sommes convaincus que le Secrétaire général continuera d'insister sur la nécessité de réparer les injustices passées et présentes qui entravent la contribution effective de l'Afrique : le racisme systémique à l'échelle internationale et les pratiques financières et commerciales injustes et abusives. Nous ne pouvons pas avoir une ONU forte et capable de relever les défis pluridimensionnels du XXI^e siècle sans une véritable participation de l'Afrique à son processus décisionnel. Je tiens à assurer le Secrétaire général de l'appui du Groupe des États d'Afrique alors qu'il reprend son rôle de leader.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Kiribati, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

M. Tito (Kiribati) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des

membres du Groupe des États d'Asie et du Pacifique. Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance plénière de l'Assemblée générale pour examiner le point 184 de l'ordre du jour, relatif à la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en application de la recommandation du Conseil de sécurité de reconduire le Secrétaire général en exercice, S. E. M. António Guterres, pour un nouveau mandat de cinq ans prenant effet le 1^{er} janvier 2022.

Il s'agit d'une question très importante, non seulement pour l'ONU en tant qu'organisation, mais plus encore pour les 193 pays membres et les 7,8 milliards d'habitants de la planète Terre, leurs enfants et les générations futures. La décision de nommer une personne pour prendre en charge toutes les questions concernant le monde et l'humanité est en effet une tâche sérieuse et difficile. Il faut que le monde entier se réunisse, comme une seule et même famille humaine, pour discuter des problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés avant de choisir le candidat qui peut le mieux répondre ou correspondre à ces exigences mondiales.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'offrir cette occasion aux gouvernements et aux peuples que nous représentons de renouveler leur sentiment d'appartenance à cet organe mondial, alors que nous nous acquittons de nos fonctions en leur nom en délibérant sur la recommandation du Conseil de sécurité dont nous sommes saisis, telle qu'exprimée dans la résolution 2580 (2021). Nous sommes reconnaissants que notre tâche ait été facilitée par le fait que la demande de renouvellement de mandat du Secrétaire général en exercice, approuvée par son propre pays, le Portugal, est la seule demande parrainée qui ait été soumise à ce jour. Cela indique clairement que le Secrétaire général en exercice a gagné la pleine confiance de l'ensemble des Membres de l'ONU pour poursuivre sa direction et sa gestion excellentes de l'Organisation, ainsi que l'engagement ferme en faveur des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies dont il a fait preuve au cours des cinq dernières années.

Dans ce contexte, j'ai le grand plaisir et l'honneur de saluer et d'approuver à mon tour la recommandation du Conseil de sécurité de reconduire le Secrétaire général en exercice de l'Organisation des Nations Unies, M. António Guterres, pour un nouveau mandat de cinq ans. Le Groupe des États d'Asie et du Pacifique félicite le Secrétaire général et lui souhaite plein succès dans la poursuite de sa mission en tant que leader du pouvoir

exécutif de l'ONU, en particulier pendant cette période difficile caractérisée par des défis sans précédent. Nous l'assurons de l'appui total de tous les États Membres de notre famille d'Asie et du Pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

M. Mlynár (Slovaquie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

J'ai le grand plaisir de féliciter le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour sa reconduction dans ses fonctions pour un second mandat. Nous félicitons le Président de l'Assemblée générale, ainsi que les Présidents du Conseil de sécurité pour les mois de février, mars, avril, mai et juin, d'avoir mené un processus de sélection du Secrétaire général transparent et inclusif, comme le prévoient les résolutions 69/321 et 73/341 sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Nous restons déterminés à explorer les moyens d'améliorer encore la procédure de sélection et de nomination, notamment en favorisant l'égalité des sexes et une représentation géographique équitable.

Au cours des dernières quatre années et demie, M. Guterres a clairement démontré son attachement aux valeurs et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il a dirigé la communauté internationale avec beaucoup de dévouement face aux défis engendrés par les conflits et les catastrophes naturelles ainsi qu'aux crises climatiques, économiques, alimentaires, sociales et sanitaires. Nous saluons l'engagement personnel dont il a fait montre dans la prévention des conflits et l'atténuation de leurs effets, en mettant l'accent sur la diplomatie au service de la paix. Son leadership en matière d'action climatique et de développement durable s'est traduit par le lancement de la décennie d'action pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en faveur des objectifs de développement durable. Nous saluons également son rôle précieux dans la promotion et la protection des droits de l'homme et avons pris note de son appel à l'action en faveur des droits humains, de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies et des stratégies pour contrer les discours de haine et protéger les sites religieux. L'inclusion de parties prenantes pertinentes a rendu l'ONU plus ouverte et inclusive que jamais auparavant. Tous ces efforts ont été sous-tendus par des réformes globales du système des Nations Unies

pour le développement, de l'architecture de paix et de sécurité et de la gestion de l'Organisation, et par l'appel à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Face aux défis sans précédent causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Secrétaire général a montré au monde, par ses appels à lutter contre ses effets sociaux et économiques, que le multilatéralisme compte, et que nous avons besoin de solutions mondiales efficaces et inclusives pour triompher des problèmes mondiaux les plus graves. En tant que dirigeant au service de 7 milliards de personnes dans le monde, il a fait preuve d'un courage et d'une sagesse sur lesquels nous continuons à compter pour apporter une contribution importante et durable à notre programme commun.

Au nom des États d'Europe orientale, nous saluons et apprécions la promesse du Secrétaire général d'œuvrer en tant que rassembleur, médiateur, conciliateur et négociateur désintéressé pour aider à trouver des solutions qui profitent à toutes les parties concernées et à relever les défis. Nous nous réjouissons de poursuivre une coopération fructueuse avec lui dans les années à venir, et nous lui souhaitons bonne santé, force, succès et persévérance dans l'exécution des fonctions relevant de la responsabilité du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

M. Carazo (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes afin de féliciter le Secrétaire général António Guterres pour son second mandat à la tête de l'Organisation. Compte tenu des progrès accomplis au cours des cinq dernières années, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes est convaincu que ce second mandat nous rapprochera encore plus de la réalisation des idéaux inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Le Groupe apprécie la forte culture de collaboration qui a caractérisé son premier mandat, et espère que les cinq années à venir seront elles aussi placées sous le signe de la réforme, de l'innovation, de l'action et des résultats. De son engagement indéfectible en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à son appui à l'Accord de Paris sur les changements climatiques ; de son appel en faveur d'une

distribution équitable des vaccins et d'une couverture sanitaire universelle à l'amélioration de la parité en termes de représentation des femmes au sein du Secrétariat, le Secrétaire général a été indispensable à l'édification d'une Organisation des Nations Unies prête pour le XXI^e siècle.

Sa fermeté en tant que facilitateur et médiateur a apporté clarté et calme pendant les cessez-le-feu. Son leadership lors de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a apporté précision et stratégie face à une menace imminente. Son souci du détail a permis d'obtenir des résultats significatifs dans les domaines du maintien de la paix et des affaires politiques, du système des Nations Unies pour le développement et de la gestion du Secrétariat. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes salue son engagement en faveur d'une Organisation des Nations Unies plus inclusive, plus efficace et plus transparente.

Comme il le sait mieux que quiconque, les fonctions du Secrétaire général sont exigeantes car elles combinent les rôles de défenseur, de fonctionnaire, d'administrateur et de diplomate. En effet, les défis actuels exigent un leadership fort et habile. Les dynamiques climatiques, économiques, sociales, environnementales et technologiques en constante évolution exigent une ONU unifiée, transparente et audacieuse qui mette à profit le pouvoir considérable de l'Assemblée générale. Une ONU visionnaire et motivée qui cherche constamment à défendre les idéaux de la Charte et ne recule pas devant nos problèmes les plus urgents, qu'il s'agisse des changements climatiques ou des conflits armés.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes salue tout particulièrement le leadership intellectuel et politique du Secrétaire général dans l'élaboration d'un nouveau contrat social. Comme il l'a expliqué dans sa déclaration à l'occasion de la Journée internationale Nelson Mandela en 2020, nous ne pouvons pas lutter contre la pandémie de COVID-19 sans lutter contre la pandémie de l'inégalité. Nous savons qu'en tant que chef de l'appareil diplomatique multilatéral le plus important et le plus puissant du monde, il relèvera les défis de l'inégalité sociale et de la disparité économique avec pour objectifs finaux la dignité humaine, la justice, la paix, la tolérance et la solidarité.

Sa vision stratégique décrit un ordre multilatéral plus pacifique, équitable du point de vue du genre et qui privilégie la sécurité et le bien-être des civils. Le

Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes sait que son leadership permettra d'exploiter les compétences étendues et inégalées de l'ONU pour faire face aux défis communs, gérer les responsabilités partagées, mener une action collective et œuvrer pour un monde pacifique et inclusif et pour le développement durable ; un monde dans lequel le droit international et la dignité de l'être humain sont pleinement respectés. Nous sommes impatients de concrétiser sa vision d'une ONU 2.0 plus transparente, plus responsable et plus unifiée.

Je félicite le Secrétaire général pour sa réélection à un second mandat. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes se réjouit de continuer à travailler à ses côtés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume-Uni, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, j'ai l'honneur de saluer la nomination de M. António Guterres pour un second mandat en tant que Secrétaire général. Nous lui adressons nos plus chaleureuses félicitations.

Ces cinq dernières années ont été marquées par trois des plus grands défis auxquels la communauté internationale a été confrontée : des besoins humanitaires croissants, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les changements climatiques, le tout dans un contexte difficile pour la coopération internationale. M. Guterres s'est montré à la hauteur de la situation. Il a assuré une réponse plus harmonieuse de l'ONU à la plus forte augmentation jamais enregistrée des besoins humanitaires, en raison de toute une série de facteurs, dont les conflits, la pauvreté, les catastrophes naturelles et les changements climatiques. Il a coordonné la stratégie commune des Nations Unies face à la COVID-19 qui a permis d'apporter une aide sanitaire, économique et humanitaire à des millions de personnes, en particulier les plus vulnérables, et il a mené les efforts en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Il a fait de la lutte contre les changements climatiques son cheval de bataille, nous incitant à être plus audacieux et plus ambitieux et à reconnaître nos responsabilités envers ceux qui sont en première ligne.

Ces crises sont le reflet d'un monde qui devient plus complexe, et les problèmes internationaux

complexes exigent une action internationale cohérente. Une ONU forte et adaptée à ses objectifs est plus que jamais nécessaire, et elle sera mieux servie par un Secrétaire général du calibre de M. Guterres à la barre pour cinq années supplémentaires. Tout au long de son mandat, M. Guterres a montré qu'il était à la hauteur de la tâche à accomplir. Il a réalisé des progrès importants en matière d'égalité des sexes, de prévention des conflits, de pérennisation de la paix et de réforme de l'ONU, entre autres priorités. Nous nous engageons à lui apporter tout notre appui. Nous nous engageons également à l'aider à faire respecter les principes et les valeurs consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous avons la plus grande confiance dans ses compétences, ses capacités, sa vision, son engagement et son expérience. En outre, nous sommes convaincus qu'il saura promouvoir et intégrer les trois piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies que sont la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

Nous encourageons M. Guterres à concrétiser sa vision stratégique. Cela signifie qu'il faut continuer à soutenir la réforme de l'ONU et à promouvoir sa vision d'une ONU 2.0, notamment en réduisant les doubles emplois, en accroissant l'efficacité, en maintenant la transparence et en optimisant l'impact de l'Organisation grâce à la pleine participation de la société civile. Cela signifie qu'il faut garantir la place centrale de l'état de droit et du droit international, ainsi que le respect des droits de l'homme individuels, indépendamment de la race, du sexe, de la religion, des croyances ou de la nationalité. Cela signifie également qu'il doit poursuivre ses efforts pour que l'ONU adopte une approche plus concertée afin de lutter contre les causes des conflits, et ce le plus tôt possible, afin de prévenir l'insécurité et de consolider la paix.

Nous lui renouvelons notre confiance, ainsi qu'à l'Organisation, pour nous aider à reconstruire en mieux après la COVID-19, à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le cadre de la décennie d'action, et à résoudre les plus grandes crises de notre époque, qu'il s'agisse de conflits violents ou de défis mondiaux tels que la prévention de futures urgences sanitaires et la prise de mesures contre les changements climatiques. À cette fin, nous attendons avec intérêt de recevoir en septembre les recommandations du Secrétaire général visant à faire progresser notre programme commun.

Enfin, nous remercions le Président de l'Assemblée générale d'avoir dirigé un processus transparent et efficace, comme le prévoit la résolution 69/321. Une fois encore, nous félicitons M. Guterres et nous nous réjouissons de continuer à travailler avec lui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du pays hôte, les États-Unis.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Au nom du pays hôte, je présente nos sincères félicitations au Secrétaire général António Guterres pour le renouvellement de son mandat. Nous sommes heureux que le Conseil de sécurité ait choisi de recommander, et que l'Assemblée générale ait accepté de nommer, le Secrétaire général Guterres pour un mandat supplémentaire de cinq ans à ce poste critique.

Le Secrétaire général a prouvé qu'il était un leader compétent dans un rôle exigeant, et nous nous réjouissons de collaborer avec lui dans les années à venir. Il s'est une fois de plus vu confier les plus grandes responsabilités pour relever les plus importants défis mondiaux de notre époque. Parmi les défis qui ont caractérisé les cinq dernières années, citons un climat en crise, des droits de l'homme menacés, une famine à grande échelle, une migration de masse, des besoins humanitaires accrus et une pandémie mondiale sans précédent. Son travail est aussi difficile qu'il est important. Nous comptons sur lui pour diriger et pour faire entendre sa voix quand cela compte le plus. Nous espérons tous que les cinq prochaines années seront plus pacifiques, plus sûres et plus prospères que les précédentes mais nous ne nous faisons aucune illusion quant à la difficulté de réaliser ce rêve. Il faudra travailler dur et faire preuve de volonté politique. Il faudra forger des partenariats, notamment avec le secteur privé et la société civile. Il faudra faire preuve de détermination pour réaliser les objectifs fixés, faire respecter le principe de responsabilité et obtenir des résultats. Et il faudra un engagement passionné et zélé en faveur des droits de l'homme de chaque individu partout dans le monde, en particulier des plus vulnérables. C'est la mission de l'Organisation des Nations Unies, et c'est donc celle du Secrétaire général.

Nous le félicitons pour son élection à un second mandat et remercions les membres du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale pour les efforts collectifs qui ont été nécessaires à la finalisation de cette nomination. Puisse le Secrétaire général nous aider à parvenir à plus de paix, de sécurité et de prospérité pour tous.

Allocution de M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise. Il est le premier Président à prendre la parole en personne devant l'Assemblée générale depuis le début de la pandémie à laquelle nous sommes confrontés depuis un an.

S. E. M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président Rebelo de Sousa (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur de me retrouver une fois de plus devant l'Assemblée générale et de féliciter M. António Guterres pour sa nomination au poste de Secrétaire général pour un second mandat. Il y a cinq ans, le Portugal a décidé de soumettre sa candidature pour le poste de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour une raison simple, à savoir la forte conviction qu'António Guterres est particulièrement apte à occuper ce poste. Il a répondu à nos attentes. Personne n'aurait pu prévoir il y a cinq ans l'échelle précise des problèmes que le monde et l'ONU allaient affronter. Nous savions tous que la tâche serait difficile, mais nous ne savions pas à quel point. J'ose affirmer qu'António Guterres a montré qu'il était le bon candidat au bon moment. La confiance que les États Membres lui ont une fois de plus témoignée aujourd'hui en est la preuve.

L'attachement indéfectible de M. Guterres à un multilatéralisme efficace et efficient est conjugué à une qualité peut-être plus rare et plus précieuse, à savoir le fait qu'il est un multilatéraliste empathique. Le connaissant depuis 55 ans, durant lesquels nous avons mené des combats communs et adopté des positions opposées – en tant que Premier Ministre et chef de l'opposition – mais aussi en sa qualité de Haut-Commissaire pour les réfugiés et durant son premier mandat de Secrétaire général, comme chaque personne ici présente le sait, nous avons également appris que pour M. Guterres, le fait de placer les personnes au centre de son action n'est pas un simple choix, mais un impératif. Il perpétue la tradition de ses illustres prédécesseurs, qui ont incarné l'esprit de la Charte des Nations Unies, en dirigeant l'ONU au service de « Nous, peuples ».

Nous traversons actuellement une période encore plus incertaine. Nous savons tous – nous devons tous

savoir – que nous ne pouvons affronter ces problèmes seuls ou laisser quiconque de côté. Beaucoup a été fait depuis 2017. Des réformes nécessaires ont été mises en œuvre dans les domaines du développement durable, de la paix et de la sécurité, et de la gestion. La représentation des femmes a progressé grâce à une stratégie audacieuse de parité des genres qui a déjà donné des résultats, notamment en plus haut niveau. Les droits de l'homme ont été incorporés plus avant aux travaux de l'Organisation, conformément à l'appel à l'action du Secrétaire général. La voix des jeunes a été magnifiée. On s'est attaqué de front au problème redoutable de la pandémie, et l'on a appelé à un cessez-le-feu mondial. M. Guterres a lancé à maintes reprises un appel vibrant en faveur de la vaccination des populations dans tous les pays, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. Et enfin et surtout, il joue un rôle de premier plan dans l'action climatique.

Nous croyons que la vision d'António Guterres, sa persistance, son audace, son impartialité et son esprit

de solidarité seront également essentiels durant les cinq prochaines années. Le Portugal remercie toutes les nations réunies ici aujourd'hui d'avoir renouvelé leur confiance au candidat que nous avons présenté. C'est un des innombrables exemples du travail remarquable qu'accomplissent toutes les personnes ici présentes. Cela montre que nous pouvons nous rassembler, aller au-delà de nos différends, nous mettre d'accord et promouvoir le consensus. Nous pouvons nous unir au service de nos peuples.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République portugaise de sa déclaration.

Nous avons entendu la dernière intervention pour la présente séance. Puis-je considérer que l'Assemblée générale a ainsi terminé l'examen du point 184 de l'ordre du jour ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 10 h 15.